

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Réalisation d'un système de câblage VDI banalisé de
classe EA**

N° du CCAP : 25TXM044

Université Grenoble Alpes
DGD SI - DANET
41 rue des mathématiques
38610 Gières

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Réalisation d'un système de câblage VDI banalisé de classe EA
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	7
3 - Intervenants	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre	8
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	8
3.3 - Contrôle technique	8
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée du contrat	8
5.2 - Reconduction	8
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	9
6.3 - Répartition des dépenses communes	9
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	10
9 - Modalités de règlement des comptes	10
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	11
9.4 - Paiement des cotraitants	11
9.5 - Paiement des sous-traitants	11
10 - Conditions d'exécution des prestations	11
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	11
10.2 - Implantation des ouvrages	12
10.3 - Préparation et coordination des travaux	12
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	12
10.3.3 Locaux pour le personnel	13
10.4 - Etudes d'exécution	14
10.5 - Installation et organisation du chantier	14
10.5.1 - Installation de chantier	14
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	14
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	14
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	14
10.6.4 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	14
10.7 Exclusion temporaire du marché	14
10.8 Agrément installateur	15
10.9 Responsable de contrat	15
10.10 Réunion de cadrage	16

10.11 Mode de communication.....	16
11 - Développement durable.....	16
12 - Réception	16
12.1 - Réception des travaux.....	16
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	16
13 - Garantie des prestations.....	16
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	16
15 - Pénalités	17
15.1 - Pénalités de retard	17
15.2 - Autres pénalités.....	17
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16 - Assurances.....	18
17 - Résiliation du contrat.....	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
18 - Règlement des litiges et langues	19
19 - Dérogations	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Réalisation d'un système de câblage VDI banalisé de classe EA

Dans certaines situations, les prestations de réalisation d'un système de câblage VDI banalisé de classe EA de câblage de classe EA supportant les très haut débits pour la téléphonie et les applications informatiques pourront être exclues du périmètre du marché :

- Lorsque les prestations s'inscrivent dans le cadre d'un marché global, dans ce cas de figure les prestations seront presque toujours exclues du périmètre du marché
- Lorsque les prestations doivent être réalisées par une entreprise générale de travaux (réalisant l'ensemble des prestations de l'opération travaux).
- Lorsque pour des raisons techniques, temporelles ou économiques les prestations en matière de câblage VDI doivent être regroupées avec d'autres prestations (Courant fort, chauffage, ventilation, climatisation...).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Sites de l'UGA situés dans les départements : Isère, Hautes Alpes, Haute Savoie, Savoie, Ardèche et Drôme (cf art.1 du CCTP)

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont établis au fur et à mesure de la survenance des besoins et peuvent être émis/conclus jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes (l'objectif visé par l'acheteur étant que les trois titulaires obtiennent un niveau de commande équivalent sur toute la durée du marché) :

Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre seront attribués aux titulaires selon une règle de répartition en fonction du titulaire ayant obtenu le montant de commandes le moins élevé financièrement (en € HT). Lorsque les titulaires sont à des montants de commande égaux, notamment en début de marché la répartition se fait dans l'ordre de classement à l'issue de la procédure de passation, du premier au troisième.

Le pouvoir adjudicateur conserve un état des commandes effectués pour chacun des titulaires sur la durée totale du marché. Le titulaire ayant obtenu le plus faible niveau de commande en € HT est le candidat sollicité pour la nouvelle commande. Tant qu'un candidat conserve le plus faible niveau de commande en € HT les nouveaux bons de commande lui sont adressés. Un même titulaire peut donc être sollicité plusieurs fois d'affilés.

A chaque survenance du besoin, l'acheteur soumet par mail au titulaire auquel il revient, selon le montant de commande, de prendre en charge la commande, une demande de prestation précisant :

- la nature et la description des travaux à réaliser
- les délais prévisionnels d'exécution
- la date de démarrage des travaux
- le/s lieu/x d'exécution des travaux
- l'éventuelle obligation d'effectuer une visite

Dans un délai de 2 jours ouvrés (le jour de la demande n'est pas comptabilisé), le titulaire indique de manière formelle par le moyen de communication dédié (voir art 10.10 du présent document) son acceptation ou son refus de la commande.

Si le titulaire a refusé la commande ou n'a pas répondu dans le délai de 2 jours ouvrés maximum, la demande de travaux est immédiatement proposée au titulaire ayant le second niveau le plus bas de commandes. Le titulaire défaillant est alors considéré comme ayant renoncé à la commande. Au vu de la règle de la répartition des commandes, il sera néanmoins sollicité pour la commande suivante.

Il appartient aux titulaires de prendre toutes les mesures pour faire face à leurs engagements. En cas de non réponse à la demande de travaux, les titulaires doivent motiver, justifications formelles à l'appui leur absence d'offre. Le pouvoir adjudicateur jugera du bien-fondé du refus, toute raison appréciée comme invalide par le pouvoir adjudicateur sera considérée comme un manquement. Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté des titulaires, de moyens humains ou matériels ou cas de force majeure. Le titulaire sera informé via le moyen de communication dédié (voir art 10.10 du présent document) du refus ou de l'acceptation de son argumentaire. L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur vaut acceptation tacite de l'argumentaire.

L'absence de réponse à la demande de travaux dans le délai prévu constitue également un manquement.

Si aucun titulaire ne donne suite aux sollicitations de l'acheteur, celui-ci pourra faire appel à un tiers au contrat.

Lorsqu'une visite obligatoire est prévue dans le cadre de la demande de réalisation d'une prestation, le titulaire effectue sans surcoût une visite sur site. Cette visite a pour but d'échanger précisément sur la teneur des travaux à réaliser. La date est convenue en accord avec le titulaire et formalisée par écrit mais doit intervenir dans un délai maximum de 5 jours ouvrés (le jour de l'acceptation n'est pas comptabilisé) suite à l'acceptation de la prestation. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors également la possibilité de passer au prochain candidat dans l'ordre de répartition des prestations en cas de non réalisation de la visite obligatoire.

A compter de l'acceptation de la commande, le titulaire dispose d'un délai maximum de 5 jours ouvrés (le jour de l'acceptation n'est pas comptabilisé) pour transmettre par le moyen de communication dédié (voir art 10.10 du présent document) son offre de prix établie conformément au bordereau des prix. Si une visite obligatoire est prévue, ce délai de 5 jours ouvrés ne court qu'à compter du jour ouvré suivant cette visite. En cas de retard dans ce délai, cela constitue un manquement. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors la possibilité de passer au prochain candidat dans l'ordre de répartition des prestations.

En cas de problème sur les délais et/ou prix et si le titulaire ne transmet pas son offre de prix rectifié suivant les exigences du pouvoir adjudicateur dans les 2 jours ouvrés suite à la demande du pouvoir adjudicateur (le jour de la demande n'est pas comptabilisé), cela constitue un manquement. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors la possibilité de passer au prochain candidat dans l'ordre de répartition des prestations.

Le pouvoir adjudicateur émet ensuite le bon de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- Le nom des intervenants éventuellement associés (coordonnateur SPS, contrôleur technique...)
- La durée de la période de préparation
- Si une visite a été réalisée
- le cas échéant, le niveau de coordination sécurité et protection de la santé et le nom du coordonnateur SPS
- le délai de remise des documents particuliers à remettre au coordonnateur dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé
- le cas échéant, le nom et les missions confiées au contrôleur technique
- le cas échéant le nom du prestataire en charge de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier
- Le cas échéant la répartition des dépenses communes

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 12 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Le titulaire qui, pendant une même période annuelle du marché aura cumulé plus de 5 manquements parmi ceux décrits ci-dessus pourra être exclu de toute commande pendant une période de 3 mois (les périodes de fermeture de l'Université ne rentrent pas dans le décompte de ces 3 mois). La décision d'exclusion temporaire sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception. Lors de sa réintégration, son niveau de commande sera artificiellement aligné sur le niveau de commande du titulaire ayant le second plus bas niveau de commande.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire technique portant sur :
 - Les moyens humains affectée à l'accord-cadre
 - La pertinence de l'équipe encadrante affectée à l'accord-cadre
 - La méthodologie dans le cadre de la préparation de chantier
 - La méthodologie de réalisation du chantier
 - La pertinence de la procédure qualité
 - Les mesures RSE mises en place pour l'exécution du marché
- Les agréments de l'installateur par le constructeur du système de câblage R&M et d'un autre constructeur de son choix (à minima) et tout autre système de câblage existant ou qui sera installé à la notification du marché.
- Le document "conformité éléments de câblage"

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même ou externalisé dans le cas de certains chantiers multi-lots.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera précisé au sein des bons de commandes.

3.3 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet de l'accord-cadre sont susceptibles d'être soumis au contrôle technique.

Le maître de l'ouvrage pourra être assisté par un contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au titulaire.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les travaux faisant l'objet de l'accord-cadre sont susceptibles d'être soumis à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Chaque bon de commande précisera le cas échéant le niveau de coordination sécurité et protection de la santé ainsi que le nom et les coordonnées du coordonnateur.

Toutefois, pour les prestations nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède avec le concours du titulaire à une analyse des risques afin d'élaborer ce plan de prévention.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

A défaut de mention au sein des bons de commande, l'exécution des travaux débute à la date de notification du bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution complète des prestations et sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation; tous les frais liés au remises en concurrence, les dépenses liées aux mesures particulières concernant la protection des biens et ouvrages existants, les demandes d'autorisation/implantation, la sécurité et la protection de la santé, au plan de prévention, aux frais liés à la garantie de parfait achèvement, aux visites préalables, à la main d'œuvre, au transport et déchargement des matériels, aux déplacements sur Grenoble et son agglomération et mises en service, aux assurances, aux frais éventuels de stockage et gardiennage, au nettoyage et à l'enlèvement des débris qui lui sont propres ainsi qu'à l'ensemble des travaux définis au CCTP.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de février 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier son nouveau bordereau des prix actualisé au pouvoir adjudicateur avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché

6.3 - Répartition des dépenses communes

Si la mission s'inscrit dans le cadre d'une opération de travaux, des dépenses communes peuvent être prévues par le CCAP de cette opération. Dans ce cas le bon de commande précise la répartition des dépenses communes.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

En dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, pour les prestations inférieures à une durée d'exécution de trois mois, le versement est effectué après service fait. Aucun acompte n'est versé.

Pour les prestations supérieures à trois mois, les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution de l'accord-cadre doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges et également conformes aux références indiquées au document « conformité éléments de câblage ».

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet de l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 4 du CCTP.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en place une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution de l'accord-cadre qui, est précisée sur chaque bon de commande. Cette période débute à compter de la notification du bon de commande.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

Chaque année, un plan de prévention annuelle sera rédigé.

- le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participe le ou les titulaires.
- le ou les titulaire(s) participe(ent) à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail.
- le ou les titulaire(s) analyse(ent) les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions.
- le ou les titulaire(s) élabore(nt), conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S. ou P.P.S.P.S. simplifié), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai précisé sur le bon de commande à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- adaptation et modification du plan général de coordination ou plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret, °94-1159 du 26.12.94 modifié.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Pour les bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Pour les bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

10.3.3 Locaux pour le personnel

Aucun local ne sera mis à disposition pour le personnel mais ce dernier aura accès aux sanitaires de l'UGA.

10.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité prévue à l'article 15.2 du présent document.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. travaux et 4 du CCTP.

A compter de la fin du chantier, le titulaire dispose d'un délai maximum de 5 jours ouvrés pour transmettre, par le moyen de communication dédié (voir art 10.10 du présent document), les documents fixés dans l'art. 4.2 du CCTP.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, il encourt une pénalité dans les conditions prévues à l'article 15.2 du présent document.

10.6.4 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions précisées à l'article 4 du CCTP.

10.7 Exclusion temporaire du marché

Après 2 occurrences sur une année glissante où plus de 10% des liaisons s'avèrent défectueuses ou que les prestations s'avèrent non conformes aux exigences du CCTP, le titulaire pourra être exclu de toute commande pendant une période de 3 mois (les périodes de fermeture de l'Université ne rentrent pas dans

le décompte de ces 3 mois). La décision d'exclusion temporaire sera notifiée avec accusé de réception. Lors de sa réintégration, son niveau de commande sera artificiellement aligné sur le niveau de commande du titulaire ayant le second plus bas niveau de commande.

Le titulaire qui, pendant une même période annuelle du marché aura cumulé plus de 5 manquements parmi ceux décrits à l'article 1.4 du CCAP pourra être exclu de toute commande pendant une période de 3 mois (les périodes de fermeture de l'Université ne rentrent pas dans le décompte de ces 3 mois). Les conditions de cette exclusion sont décrites à ce même article 1.4 du CCAP.

10.8 Agrément installateur

Durant la période d'exécution du marché, les titulaires doivent être en possession des agréments de l'installateur par le constructeur du système de câblage R&M et d'un autre constructeur de son choix (à minima) et tout autre système de câblage existant ou qui sera installé.

Si la validité d'un agrément expire en cours d'exécution, le titulaire transmet dans un délai maximum d'un mois l'agrément mis à jour. En attente de justification de l'agrément, le titulaire ne sera pas consulté.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose à des pénalités et à une résiliation de l'accord-cadre définies respectivement aux articles 15.2 et 17.1 du présent document.

10.9 Responsable de contrat

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir un interlocuteur unique et identifié agissant en qualité de « Responsable de Contrat » et qui sera le garant de la bonne exécution des prestations et du respect des engagements contractuels liés à ce marché. Pendant toute la durée du contrat, le Responsable de Contrat assure la coordination de l'ensemble des prestations faisant partie du périmètre contractuel. Il est notamment garant du traitement des incidents et gère la communication avec l'Université Grenoble Alpes.

Le responsable de contrat, représentant l'entreprise titulaire, est tenu de contrôler que les travaux effectués soient conformes à la qualité contractuelle exigée par le marché (conformément au CCTP). Il s'assure que les matériaux utilisés correspondent exactement aux caractéristiques exigées par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance éventuelle de certaines prestations, il est de manière similaire, garant de la qualité de l'ensemble des produits livrés au pouvoir adjudicateur.

Dans le but d'avoir un suivi régulier, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la notification, les noms et coordonnées du Responsable de Contrat.

Si le responsable de contrat n'est plus en mesure de remplir sa mission et ce pour une raison majeure (démission, maladie, etc.), le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, par mail ou lettre recommandée avec avis de réception, si possible au moins 10 jours ouvrés avant la mise en œuvre de ce changement. Il doit présenter le profil du nouvel intervenant dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'avis d'indisponibilité.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de deux semaines hors période de fermeture administrative de l'UGA à compter de la réception de la communication du nouveau profil.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de plus de 3 remplaçants consécutifs par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG-Travaux

En cas de difficulté d'exécution, le pouvoir adjudicateur peut demander le remplacement du responsable de contrat par mail ou courrier avec accusé de réception. Le titulaire propose un remplaçant dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-dessus.

10.10 Réunion de cadrage

Une réunion de cadrage se déroule à une date fixée d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires, au plus tard dans un délai de 30 jours calendaires à compter du jour de la notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le responsable de contrat désigné par le titulaire participe à cette réunion.

10.11 Mode de communication

Pour l'ensemble de ses échanges et partage de documents avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu d'utiliser l'outil interne à l'UGA. Au commencement du marché ces derniers se feront via le logiciel kanboard (logiciel gratuit). Ce mode de communication peut être amené à changer en cours d'exécution. Le titulaire doit alors en être informé par message avec accusé de réception à minima deux semaines avant la mise en place du nouveau modus operandi.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les entreprises titulaires du marché doivent respecter la condition d'exécution qui l'engage à réaliser les heures d'insertion annuelles selon les modalités décrites en annexe 1 du CCAP. Le suivi de cette clause est réalisé par le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les titulaires sont tenus des obligations environnementales décrites au sein du marché et de celles sur lesquelles il s'est engagé dans son offre.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 4 du CCTP en dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception (recettes) dans les conditions précisées au CCTP.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières sont précisées à l'article 5 du CCTP.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

Le montant des pénalités d'une commande est plafonné à 20% du montant HT du bon de commande.

15.1 - Pénalités de retard

Le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 700,00 Euros après mise en demeure non suivie d'effet en cas de dépassement de la date de fin des travaux. En plus de cette pénalité forfaitaire, il sera appliqué une pénalité journalière de 400,00 Euros pendant 5 jours, puis 800,00 Euros à partir du 6ème jour.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15.2 - Autres pénalités

Pénalités pour non réponse à la demande de travaux ou refus de commande non/mal justifié :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un manquement au sens de l'article 1.4 du CCAP lorsqu'un titulaire :

- n'a pas répondu sous 2 jours ouvrés ou
- ne justifie pas le refus de commande ou
- fournit une justification jugée non valable par le pouvoir adjudicateur.

Visites préalables :

Si le titulaire ne procède pas à la visite organisée par le pouvoir adjudicateur sous 5 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui appliquer une pénalité forfaitaire de 500€ HT sans préjudice de la sanction complémentaire consistant dans le manquement prévu à l'article 1.4 du présent CCAP.

Offre de prix :

Si le titulaire ne transmet pas son offre de prix/devis sous 5 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui appliquer un manquement sans préjudice de la sanction complémentaire prévue en cas de refus de commande au présent article. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de consulter un autre titulaire.

Dans le cas de demande de modification(s) sur l'offre de prix/devis de la part du pouvoir adjudicateur, le titulaire a 2 jours ouvrés pour transmettre le nouveau bon de commande/devis. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui appliquer un manquement sans préjudice de la sanction complémentaire prévue en cas de refus de commande au présent article. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de consulter un autre titulaire.

Date de démarrage des travaux :

En cas de non-respect de la date de démarrage des travaux fixée au bon de commande (décalage non validé par le maître d'ouvrage) le titulaire se réserve la possibilité de lui appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 500,00 Euros HT par jour de décalage.

Réunions de chantier :

En cas d'absence aux réunions de chantier, l'entreprise dont la présence est requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 Euros HT par absence.

Méthodes et propositions contractuelles sur chantiers-type :

En cas de non-respect des méthodes et propositions effectuées notamment dans le cadre des chantiers type, le titulaire encourt après mise en demeure non suivie d'effets une pénalité forfaitaire de 1000,00 Euros par manquement constaté.

Mauvaise exécution des prestations :

En cas d'absence ou de non-respect des préconisations et spécificités d'exécutions des prestations décrites au CCTP, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable non suivie d'effets, une pénalité de 200 euros par jours de retard jusqu'à constatation du respect des préconisations ou spécificités requises.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

En cas de retard dans les opérations prévues à l'article 10.6 du présent document, le titulaire encourt après mise en demeure non suivie d'effets une pénalité de 300,00 euros par jour de retard.

Documents à remettre :

Si le titulaire ne transmet pas les documents listés à l'article 10.6.3 du CCAP et à l'article 1.6 du CCTP, ce dernier s'expose à des pénalités de 500,00 Euros HT par jour de retard après mise en demeure non suivie d'effet.

Documents à remettre dans le cas où les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés à l'article 10.3.2 du présent document.

Agrément installateur :

Pour rappel, le titulaire doit disposer des agréments installateurs par le constructeur du système de câblage R&M et d'un autre constructeur de son choix (à minima) et tout autre système de câblage existant ou qui sera installé.

Si le titulaire perd un agrément ou ne renouvelle pas un agrément ou ne fait pas les démarches pour être agréé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après mise en demeure non suivie d'effets, d'exclure le titulaire de toutes consultations. A l'initiative de l'UGA, la résiliation du marché aura lieu dans les dispositions de l'article 14 du CCAP.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire ne dispose pas d'un des agréments installateurs R&M et d'un autre constructeur de son choix (à minima) et tout autre système de câblage existant ou qui sera installé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités de retard.

Suite à 5 exclusions temporaires dans le cadre des attributions de bons de commandes prévues à l'article 1.4 du présent document le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le contrat pour faute du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 al 1 déroge à l'article 12 du CCAG travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 alinéa 4 du CCAG - Travaux
- l'article 10.3.1 déroge à l'article 28.1 alinéa 1 du CCAG travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- l'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG - Travaux